

Algérie : Trois ministères veulent supprimer l'usage du français

La généralisation de l'utilisation de la langue arabe et la suppression totale de la langue française reviennent sur le devant de la scène nationale depuis l'élection de M. Abdelmadjid Tebboune au poste du président de la République en décembre 2019.

L'un après l'autre, les ministères de la république ordonnent à leurs fonctionnaires de travailler uniquement en langue arabe. L'usage du français, fréquent depuis l'indépendance en 1962, est appelé à disparaître dans au moins trois ministères.

Le premier à relancer le projet relatif à la généralisation de la langue arabe est l'ex-ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale M. El Hachemi Djaboub. En effet, dès sa nomination en 30 septembre 2020 par le chef de l'Etat, il a ordonné par écrit à tous les fonctionnaires de son département ministériel à utiliser uniquement la langue arabe. Il a aussi même interdit de publier des documents en langue française.

Quelques mois après cette initiative qui a fait couler beaucoup d'encre à l'époque, deux autres ministres annoncent des décisions similaires. Il s'agit du ministère de la Jeunesse et des Sports et celui de l'Enseignement et de la Formation professionnelle.

Lire aussi : Algérie : Arabisation totale de la formation professionnelle

Ces deux départements ministériels ont adressé ces deux derniers jours, des notes de service à leurs employés pour leur demander de faire de l'arabe l'unique langue du travail et d'enseignement. Pour les premiers responsables de ces ministères, ces décisions s'inscrivent dans le cadre de l'application de la Constitution algérienne qui fait l'arabe la langue nationale et officielle de l'Etat algérien.

Placé dans le terroir, par l'ex-président de la République le défunt Abdelaziz Bouteflika dès son arrivée au pouvoir en avril 1999, le projet d'arabiser totalement les institutions de l'Etat devient à nouveau un objectif pour certains responsables politiques.

Des appels pour remplacer le français par l'anglais à l'université

Les institutions de l'Etat ne sont pas les seules à déclarer la guerre à la langue française. Des internautes ont lancé au début du mois, une campagne sur les réseaux sociaux appelant les hautes autorités du pays à faire de l'anglais la langue d'enseignement des spécialités techniques. Ils estiment que le français ne permet plus d'accéder aux technologies de pointe et au savoir de dernière génération.

